

## COMMUNE DE SALINS-FONTAINE

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DU 27 FEVRIER 2017

Nombre de Conseillers :  
En exercice : 23  
Présents : 12  
Votants : 15

Date de convocation :  
16 février 2017

Date d'affichage :  
21 février 2017

Délibération n°25/17

Le vingt-sept février deux mille dix-sept, le Conseil municipal convoqué légalement, s'est réuni à la Mairie de Salins-les-Thermes, sous la présidence de M. Alain-Claude CULLET, 1<sup>er</sup> Adjoint.

**Présents :** Alain-Claude CULLET, Françoise CROUSAZ, Jessica CHAVOUTIER, Sandrine CREY, Jean-François BORLET, Pascal BONNET, Raymonde CHEVRONNET, Jean-Marc COLOMBAN, Colette GUIGONNET ROUSTAIN, Jean-Yves MONNERET, Stéphane PORTHEAULT, Dominique THABUIS

**Procurations :** Maxime SILVESTRE à Françoise CROUSAZ  
Charles-Henri DELAHAYE à Colette GUIGONNET ROUSTAIN  
Enimie REUMAUX à Jean-François BORLET

**Excusés :** Geneviève CATTELAINE, Pauline BODIN, Didier DESUMEUR, Sandrine THUBINEAU

**Absents :** Claude PERRIER, Pierre LABBE, Maryse CHAVOUTIER, Eric SOURNAC

**Secrétaires de séance :** Sandrine CREY et Dominique THABUIS

012

**OBJET : Approbation de la prescription de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation**

Madame Françoise CROUSAZ expose au Conseil Municipal les principales justifications qui motivent l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme et précise les objectifs qui seront poursuivis :

La commune nouvelle de Salins-Fontaine a été créée au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le 21 juin 2016, le Tribunal Administratif de Grenoble a annulé le PLU de la commune déléguée de Salins-Les-Thermes approuvé en octobre 2013. Le POS élaboré en 1995 est redevenu applicable sur la commune déléguée de Salins-Les-Thermes et une carte communale datant d'octobre 2010 est applicable sur la commune déléguée de Fontaine-Le-Puits.

Compte tenu de la création de la commune nouvelle et de l'obligation de grenellisation des documents d'urbanisme, la commune nouvelle de Salins-Fontaine doit désormais élaborer son Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble de son territoire, conformément à la loi n°2015-292 du 16 mars 2015.

La commune n'est pas couverte par une Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) ni par un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT). Ce dernier document est en cours d'élaboration et devrait être approuvé en 2017.

Dans le cadre du PLU, il s'agira de réaliser un document de planification stratégique permettant à la commune de répondre :

- Aux enjeux d'aménagement et d'urbanisme local et à la définition du droit des sols tels qu'encadrés par le code de l'urbanisme prenant notamment en compte :
  - les dispositions dites Grenelle 1 et Grenelle 2, prévues par les lois du 3 août 2009 et du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement,
  - les dispositions des lois du 27 juillet 2010 dites de modernisation de l'agriculture et de la pêche, du 5 janvier 2011 portant divers dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union Européenne,
  - la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové,
  - la loi du 13 octobre 2014 pour l'avenir de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt et le décret du 23 septembre 2015,
  - la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique,
  - l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 et le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015.

*Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente délibération. Le Maire informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification*

- Aux orientations et objectifs du SCOT de Tarentaise Vanoise en cours de finalisation dans le cadre d'une approche territoriale élargie.

Madame Françoise CROUSAZ propose les objectifs de l'élaboration du PLU suivants :

- Maîtriser, qualifier et organiser le développement urbain de la commune, notamment de ses 2 chefs-lieux Salins et Fontaine, dans une perspective d'amélioration du cadre de vie et d'optimisation du foncier.
- En prenant en compte les enjeux d'entrées de ville, de qualification des abords des espaces économiques et voiries structurantes traversant la commune, et des liens physiques de transition avec l'agglomération de Moûtiers.
- En prenant en compte les spécificités des différents quartiers et lieux de vie sur la commune.
- Protéger et valoriser la trame verte et bleue du territoire en intégrant les enjeux de nature dans les espaces urbains de fond de Vallée
- Renforcer la qualité paysagère en s'appuyant sur les atouts ou particularités des différents secteurs de la commune .
- Préserver l'activité agricole et privilégier sa pérennité.
- Favoriser une meilleure gestion des mobilités notamment avec Moûtiers.
- Permettre une diversification du parc de logements pour faciliter les parcours résidentiels notamment des jeunes ménages et favoriser l'amélioration du parc des logements existant, notamment dans le cadre de la rénovation énergétique du parc ancien.
- Favoriser une politique touristique en s'appuyant sur la porte d'entrée que constitue Moûtiers vers les stations, les atouts paysagers et le thermalisme.

Ces objectifs ont vocation à être complétés ou affinés et requestionnés en tenant compte du diagnostic, dans le cadre du projet de territoire que constituera le PADD du PLU.

Madame Françoise CROUSAZ rappelle ensuite qu'en application de l'article L.103-2 du Code de l'Urbanisme, il convient d'associer pendant la durée de l'élaboration du PLU, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

La concertation, pour être efficace, doit allier information du public sur les travaux d'élaboration et sensibilisation aux enjeux du territoire, mais aussi échanges et possibilités de propositions ou d'observation pour analyse et prise en compte le cas échéant.

Madame Françoise CROUSAZ propose les modalités de concertation suivantes :

- Une information dans la presse (rubrique locale) pour informer des modalités de concertation au début de l'élaboration.
- Mise à disposition de documents de travail ou de synthèse au fur et à mesure de l'avancement pour faciliter l'information du public sur le contenu et le déroulement de la démarche
- Diffusions d'informations dans le bulletin municipal sur l'évolution du Projet et de la procédure.
- Recueil des observations et propositions du public dans un cahier de suggestion mis à disposition en mairie, tout au long de la procédure aux heures et jours habituels d'ouverture.
- Recueil des observations et propositions du public par courriers adressés en mairie.
- Organisation de 2 réunions publiques incluant information sur les travaux en cours d'avancement et débats, pour présenter le diagnostic et les enjeux, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, les Orientations d'Aménagement et de Programmation. Ces réunions publiques seront ouvertes à tous les habitants de la commune ainsi qu'à toutes autres personnes intéressées qui seront informés par voie de presse, voie d'affichage sur les panneaux municipaux et le site Internet de la commune.

*Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente délibération. Le Maire informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification*



A l'issue de cette concertation, à l'arrêt du projet, le Maire en présentera le bilan devant le Conseil Municipal qui en délibèrera.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé au conseil municipal de prescrire l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme et d'en définir des modalités de concertation ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-29,  
Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L103-2, L153-11, L151 et suivants,

Considérant les objectifs de l'élaboration proposés ci-avant,  
Considérant les modalités de concertation proposées ci-avant,

A l'unanimité, le Conseil municipal :

APPROUVE la prescription d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme conformément à l'article L.153-11 du Code de l'Urbanisme,

DEFINIT les objectifs poursuivis proposés ci-avant pour l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme,

FIXE les modalités de concertation proposées ci-avant, conformément aux articles L.153-11 et L.103-2 du Code de l'Urbanisme, afin d'associer pendant la durée de l'élaboration du PLU, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées,

DIT que les services de l'Etat seront associés à l'élaboration du projet d'élaboration du PLU conformément à l'article L.132-10 du Code de l'Urbanisme,

DIT que seront associées les personnes visées aux articles L132-7, L132-9 et L 132-10,

DIT que seront consultées à leur demande les personnes visées aux articles L 132-12 et L 132-13,

DIT que les crédits nécessaires au financement des dépenses afférentes à l'élaboration du PLU seront inscrites au budget des exercices considérés,

CHARGE Monsieur le Maire de la mise en œuvre de cette délibération et l'autorise à engager les démarches et procédures correspondantes, notamment à signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou études nécessaires à l'élaboration du PLU, solliciter compensation financière, dotations et subventions auprès de l'Etat ou d'autres institutions pour l'aider à faire face aux dépenses entraînées par les études.

DIT que cette délibération

- sera notifiée aux personnes associées conformément aux articles L132-7, L132-9 et L132-10 incluant notamment:

- Le Préfet,
- Le Président du Conseil Régional,
- Le Président du Conseil Départemental.
- La Communauté de communes Cœur de Tarentaise.
- L'Assemblée du Pays Tarentaise Vanoise.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie.
- La Chambre des Métiers.
- La Chambre d'Agriculture
- Les communes limitrophes

*Il est rappelé qu'en application de l'article L.132-11, les Présidents ou leurs représentants, des organismes ou des collectivités citées ci-dessus, peuvent demander à être consultés pendant la durée de l'élaboration du PLU.*

- Sera affichée pendant 1 mois en mairie, mention de cet affichage publiée dans un journal diffusé dans le département conformément à l'article R 153-20 du Code de l'Urbanisme

DIT

- Que le Maire peut recueillir l'avis de tout organisme ou association compétent en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture, d'habitat, de déplacement (et notamment le CAUE de Savoie) ;

*Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de la présente délibération. Le Maire informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification*

- Qu'en vertu de l'article L 132-12, sont consultées à leur demande pour l'élaboration des plans locaux d'urbanisme :
  - 1° Les associations locales d'usagers agréées dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat;
  - 2° Les associations de protection de l'environnement agréées mentionnées à l'article L. 141-1 du code de l'environnement ;
- Qu'en vertu de l'article de l'Article L132-13 sont consultées à leur demande pour l'élaboration des plans locaux d'urbanisme :
  - 1° Les établissements publics de coopération intercommunale voisins compétents ;
  - 2° Le représentant de l'ensemble des organismes mentionnés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ;
  - 3° Les représentants des professions et des usagers des voies et modes de transport ainsi que les associations de personnes handicapées ou dont la mobilité est réduite lorsque le plan local d'urbanisme tient lieu de plan de déplacements urbains.



Pour le Maire absent,  
La 2<sup>ème</sup> Adjointe,

Françoise CROUSAZ

service administratif  
Mairie de Salins Fontaine  
56 avenue des Thermes  
73600 Salins-Fontaine  
Téléphone : 0479240358  
Fax : 0479245871

## Accusé réception



Collectivité : Mairie de Salins Fontaine  
Numéro SIREN : 200056273

L'acte suivant :

Nature de l'acte : Délibérations  
Matières de l'acte : 2.1 - Documents d urbanisme  
Numéro de l'acte : 2517  
Date de l'acte : 27/02/2017  
Objet de l'acte : Approbation de la prescription de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation  
Noms des pieces : 25.17 élaboration PLU salins-fontaine.pdf ;

a fait l'objet d'un accusé réception du contrôle de légalité, via le dispositif homologué AWS-Légalité :

Horodatage de l'envoi de l'acte : 03/03/2017 09:30  
Horodatage de l'accusé de réception : 03/03/2017  
Identifiant officiel unique de l'acte : 073-200056273-20170227-2517-DE  
Date de la version de la classification : 19/01/2017

La seule référence officielle est celle reçue par voie électronique sur le dispositif de télétransmission AWS-Légalité.